



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction
Départementale
des Territoires (DDT)

Service : Politique agricole, développement rural

Arrêté préfectoral n°2023-0611 en date du 31 mai 2023 ordonnant des opérations de destructions administratives de sangliers et de blaireaux sur la commune de Saint Rémy de Maurienne

Le préfet de la Savoie
Chevalier de l'Ordre national du mérite
Chevalier des Palmes académiques

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L 427-1, L 427-4, L 427-5, L 427-6 et R 427-1,
- Vu l'arrêté du 29 janvier 2007 fixant les conditions de piégeage des animaux nuisibles,
- Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2010 relatif aux lieutenants de louveterie,
- Vu l'arrêté préfectoral DDT/SEEF n° 2019-1573 du 31 décembre 2019 nommant les lieutenants de louveterie pour la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2025,
- Vu la demande de Mme Françoise DARVES-BLANC, signalant des dégâts sur les prairies,
- Vu l'avis de M. le président de la fédération départementale des chasseurs de la Savoie,

Considérant qu'il est nécessaire de réguler les populations de sangliers et de blaireaux sur la commune de Saint Rémy de Maurienne compte tenu des dégâts,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1.

M. Olivier JABOUILLE ou son suppléant, lieutenants de louveterie, est chargé de réaliser des destructions de sangliers et de blaireaux à tir et/ou piégeage sur la commune de Saint Rémy de Maurienne.

L'opération pourra être renouvelée deux fois, si nécessaire suivant l'importance des dégâts constatés, jusqu'au **31 juillet 2023**.

Article 2.

Les destructions seront effectuées au fusil ou à la carabine, munis le cas échéant d'un dispositif silencieux, à l'aide d'un véhicule automobile et de sources lumineuses.

Tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs et la détection des animaux ainsi que la sécurité de l'intervenant tel que l'utilisation de dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de lumière ou la détection thermiques sont autorisés.

Le lieutenant de louveterie pourra, sous son entière responsabilité, se faire aider dans tous les aspects de sa mission, à l'exception du tir, par trois personnes de son choix.

Les opérations de piégeage seront effectuées par un piégeur agréé.

Article 3.

Préalablement aux opérations, le lieutenant de louveterie avertira au moins 24 heures à l'avance :

- ⇒ le maire de la commune concernée,
- ⇒ le directeur départemental des territoires,
- ⇒ le commandant de la brigade de gendarmerie concernée,
- ⇒ le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité.

Article 4.

Les sangliers prélevés seront évacués selon les modalités réglementaires en vigueur.

Article 5.

Un compte-rendu de réalisation, faisant état de la nécessité de renouveler l'opération ou non, sera dressé par le lieutenant de louveterie après chaque opération et envoyé à la direction départementale des territoires et à la fédération départementale des chasseurs.

Article 6.

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires, M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Savoie, M. le président de la fédération départementale des chasseurs, M. le chef du service départemental de l'OFB, M. le maire de la commune concernée, M. Olivier JABOUILLE, ou son suppléant, lieutenants de louveterie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires et par délégation,
le chef du service politique agricole, développement rural


Thomas RIETHMULLER